



©Julien DE ROSA / AFP

ATLANTICO BUSINESS

Bruno Le Maire reste optimiste sur la capacité de la France à faire reculer l'inflation

Lors de la présentation du baromètre Arc sur les délais de paiement, le ministre de l'économie a confirmé que la France serait en capacité de faire reculer son taux d'inflation à long terme aux environs de 2%.

avec Jean-Marc Sylvestre

Le ministre de l'Economie ne fait pas de prévisions mais une analyse de l'évolution de la situation compte tenu des moyens mis en place par le gouvernement. **C'était jeudi de cette semaine, lors de la présentation du baromètre annuel sur la situation financière des entreprises par le cabinet ARC.** Lequel baromètre faisait état des risques et des incertitudes qui pèsent désormais sur l'avenir de l'économie.

Le gros risque est évidemment le risque inflationniste qui dérègle tous les mécanismes de création de richesses. Les matières premières, les produits agro-alimentaires de base et l'énergie surtout... toutes ces augmentations de prix mondiaux pèsent sur les coûts. Ce qui justifie la pression effectuée par les salariés pour revendiquer des augmentations de rémunération. D'où le risque d'entrer dans une spirale inflationniste prix-salaires.

Les coûts augmentent, les prix aussi et donc les salaires ... Si les salaires augmentent, on revient à la case départ puisque les salaires provoquent une nouvelle augmentation des coûts. Impossible d'arrêter le mouvement sauf à passer par une cure d'austérité organisée d'abord par les banques centrales qui remontent les taux d'intérêt et normalement par les budgets d'Etat, obligés de contenir les déficits.

Devant les chefs d'entreprise, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire a donc déroulé jeudi ses objectifs en matière d'inflation, affirmant vouloir la ramener à 5% début 2023, 4% fin 2023 (qui est l'hypothèse retenue dans le budget) et 2% courant 2024, tout en prévenant qu'en cas de crise "tout pourrait voler en éclats". "Sur l'inflation je vous donne des objectifs et ce ne sont que des objectifs, pas des prévisions, nos objectifs seraient de ramener l'inflation à 5% début de l'année 2023 puis 4 à la fin de l'année 2023 puis 2 dans le courant de l'année 2024",

Mais prudent, il ajoute : "Je ne sais pas si nous les atteindrons, il suffit que la crise dégénère en Ukraine pour que tous ces chiffres volent en éclat, il suffit qu'il y ait une crise majeure en Chine pour que tous ces chiffres volent en éclat, j'en ai conscience, donc je les donne avec beaucoup de prudence". L'INSEE ne dément pas la prévision La hausse des prix à la consommation en France a ralenti à 5,6% sur un an en

septembre. On aura la semaine prochaine les estimations pour octobre, mais tout laisse penser que nous sommes sans doute arriver à un pic de hausse pour beaucoup de produits importés.

Ce qui est nouveau également, c'est que Bruno Le Maire reconnaît qu'à plus long terme, il faudra accepter une inflation durable aux environs de 2%, compte tenu du coût des mutations structurelles : la relocalisation industrielle va coûter cher. La protection de l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique vont également avoir un coût.

Ceci étant, la France se retrouve aujourd'hui assez protégée avec un taux d'inflation faible par rapport à la moyenne mondiale et surtout, un des plus bas de l'Union européenne

Pour le FMI, l'inflation devrait rester élevée plus longtemps que prévu dans le monde. **Le fonds monétaire international prévoit que le taux d'inflation mondial va atteindre une moyenne de 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023, puis à 4,1 % en 2024.**

Comme souvent, cette moyenne dissimule beaucoup de de disparités. Le cabinet Statista a dressé la carte du monde de l'inflation.

On s'aperçoit que les pays qui enregistrent des taux d'inflation beaucoup plus élevés que la moyenne mondiale sont aussi les pays en guerre, en conflit ou qui connaissent des problèmes socio-économique. Le Zimbabwe (qui a pourtant des réserves en matières premières) ; le Soudan, l'Argentine, l'Iran, le Yémen la Turquie ... (entre 70 et 285 %)

A noter que les pays autoritaires connaissent des taux d'inflation très élevés : la Turquie par exemple atteint plus 70 % annuel, le Venezuela, la Corée du nord plus de 100 %.

En fait, les dictateurs ont un pouvoir absolu sur les sociétés qu'ils dirigent. Absolu sauf sur le niveau des prix. Ils peuvent tout contrôler sauf la monnaie. Il n'y a pas, dans l'histoire, d'exemple de dictateurs qui aient survécu longtemps à l'inflation.

Pour le FMI, 40 pays dans le monde vont réussir à limiter leur inflation à moins de 5% cette année. Plus de 90 pays auront en 2022 une inflation entre 5 et 10% et 60 pays dépasseront les 10%.